

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

GCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1428 - 19 octobre 1989 - 4,5 F

D 1428 NICARAGUA: INTERVIEW DE MGR VIVAS SUR LES RELATIONS EGLISE-ETAT

Mgr Bosco Vivas Robelo est évêque auxiliaire de Managua et vicaire général du diocèse du cardinal Obando Bravo. Il est en outre secrétaire de la Conférence épiscopale nicaraguayenne. A tous ces titres il tient une place significative dans l'Eglise catholique du Nicaragua, et ses propos sont représentatifs de la conférence épiscopale comme telle.

Alors que les conflits entre l'Eglise et l'Etat ont fait la une de l'actualité jusqu'en 1986 avec le point culminant de l'exil forcé de Mgr Vega (cf. DIAL D 1130), on note un calme soudain - et permanent - depuis l'accord régional de paix d'août 1987 (cf. DIAL D 1231).

Où en sont aujourd'hui les relations entre l'Eglise et l'Etat, alors que se confirme la dynamique de paix grâce au nouvel accord régional d'août 1989 (cf. DIAL D 1421)? La stratégie de certains membres de l'épiscopat qui visait à un affaiblissement voire à une chute du régime sandiniste (cf. DIAL D 862, 912 et 1012) est-elle aujourd'hui un échec?

L'interview ci-dessous de Mgr Bosco Vivas fait le point de la situation au titre de la conférence épiscopale. Texte paru dans la revue *Pensamiento propio* de juillet 1989.

Note DIAL

LES VOIES TORTUEUSES DES RAPPORTS ÉGLISE-ÉTAT

Interview de Mgr Bosco Vivas par Nicholas Young

Mgr Bosco Vivas, vicaire général du diocèse de Managua, est également secrétaire de la Conférence épiscopale nicaraguayenne. La prudence de ses réponses s'explique par le contexte difficile des rapports entre l'Eglise et l'Etat depuis un certain nombre d'années. "Actuellement, déclare-t-il, nous sommes à un moment d'apparente tranquillité."

Question - Comment voyez-vous les relations actuelles entre le gouvernement et l'Eglise catholique?

Pour parler de l'état actuel des relations, on ne peut ignorer les événements antérieurs. Les conflits sérieux ont commencé en 1982, quand la conférence épiscopale a écrit une lettre pastorale pour dénoncer les violations des droits de l'homme sur la personne des Indiens miskitos (1). Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas eu de difficultés en 1980 et 1981 (2). Mais dans les premières années, nous pensions que le manque d'organisation de la part du gouvernement était la cause de quelques violations des droits de l'homme, dont certaines graves.

[1] Cf. DIAL D 772 (NdT).

[2] Cf. DIAL D 854, 861 et 720 (NdT).

Au moment de l'affaire des Miskitos, nous avons vu qu'il était, pour nous évêques, urgent de parler car c'était très grave. Nous avons fait des démarches pour des conversations directes avec le gouvernement, mais en vain. Et la situation empirait. Il a donc été nécessaire d'écrire cette lettre pastorale pour attirer l'attention du gouvernement et pour qu'il corrige la situation. Nous n'accusons pas directement le gouvernement. Simplement nous dénonçons ce qui se passait, car nous pensions que c'était le fait d'échelons intermédiaires ou d'individus qui, au mieux, échappaient au contrôle du gouvernement central.

La réaction du gouvernement a été pour nous parfaitement inattendue (cf. note 1), en raison de la violence avec laquelle il commença à s'en prendre à la hiérarchie. Nos observations sont tombées dans le vide, elles ont été totalement refusées. Le temps nous a donné raison, puisque le Front sandiniste a dû reconnaître lui-même ces dernières années qu'il y avait eu des erreurs et des fautes commises.

Depuis cette époque, il y a eu des hauts et des bas. Nous sommes passés par des phases très dures de fortes attaques, allant jusqu'à une véritable persécution (3). Nous sommes également passés par des moments plus calmes, pour le moins en apparence. Actuellement nous sommes dans un de ces moments d'apparente tranquillité. Mais les expériences du passé font que nous sommes toujours en état de vigilance.

Q. - Le gouvernement a déclaré que vous n'aviez pas fait état de vos préoccupations avec lui avant de les rendre publiques. C'est pourquoi il a considéré votre lettre pastorale comme une attaque politique.

Ce n'est pas exact. A quelques évêques nous avons rencontré le commandant Tomas Borge et nous lui avons fait part de nos préoccupations. La veille de la publication de notre lettre pastorale nous avons essayé de dialoguer avec le gouvernement, mais cela n'a pas été possible. Comme la situation était vraiment grave, nous avons donc publié le texte. Non point pour gêner le gouvernement, mais par devoir de conscience.

Q. - Le gouvernement vous a très souvent reproché, alors que vous dénonciez des cas de violation des droits de l'homme, de vous taire sur le rôle des Etats-Unis dans la guerre. Pourquoi la conférence épiscopale n'a-t-elle jamais dénoncé l'aide nord-américaine à la contre-révolution?

Votre question me laisse supposer que votre information est très limitée. Dans plusieurs lettres pastorales d'avant 1984, alors que la contre-révolution était commencée, nous avons protesté contre le terrorisme et nous avons appelé à dénoncer toute attitude susceptible de causer la mort et provoquer davantage de souffrances. Notre premier document plus solennel, plus important, de Pâques 1984 (4), lançait expressément un appel au dialogue entre le gouvernement et la *contra*. C'était la première fois qu'une telle suggestion était faite. Elle a déclenché une vague d'attaques contre l'Eglise (5). Là aussi le temps nous a donné raison, puisque le gouvernement a finalement dû dialoguer avec la *contra*.

Mais nous ne parlions pas seulement de cela dans notre lettre pastorale. Nous rejetions l'ingérence idéologique, l'ingérence guerrière et les armements. Nous rejetions toute aide qui semait la mort. Nous l'avons répété dans notre lettre pastorale de 1986 (6). C'est-à-dire un rejet de l'ingérence nord-américaine. Mais en même temps, de l'ingérence des pays du bloc socialiste. C'est cela, à mon sens, qui a incommodé le gouvernement car celui-ci exigeait une condamnation de l'aide nord-américaine, mais aurait voulu qu'on ne dise rien de l'autre aide.

[3] Cf. DIAL D 798, 843, 848, 862, 912, 914, 953, 979, 995, 999, 1012, 1019, 1102, 1114, 1135 [NdT].

[4] Cf. DIAL D 945 [NdT].

[5] Cf. DIAL D 946, 954, 959 et 987 [NdT].

[6] Cf. DIAL D 1114 [NdT].

Q. - Et le cas de Mgr Pablo Vega (7)? Le gouvernement a allégué que dans ses tournées aux Etats-Unis il plaidait pour l'aide à la *contra*.

Ce n'est pas exact. Aucun texte, aucun discours n'a été produit dans lequel Mgr Vega aurait dit expressément cela. Avant son expulsion il a donné des conférences de presse au cours desquelles on lui a demandé ce qu'il pensait de l'aide à la *contra*. Il a déclaré que l'aide à la *contra* était aussi mauvaise que celle que les sandinistes recevaient des pays socialistes.

Q. - Avant son expulsion, Mgr Vega a aussi déclaré: "La lutte armée est un droit de l'homme. Quel remède reste-t-il à un peuple réprimé non seulement politiquement mais aussi militairement?" Etes-vous d'accord avec lui?

Oui. C'est la doctrine de l'Eglise. La lutte armée n'est pas la manière recommandable de régler les problèmes. Mais on dit dans notre théologie: quand la tyrannie est évidente, prolongée et qu'il n'y a pas d'autres moyens de régler ces problèmes, la lutte armée se justifie. Cette affirmation se trouve même dans *Populorum progressio* de Paul VI. Des choses dans ce sens ont été affirmées à Medellin. Et je crois aussi que c'est sur cette même affirmation que l'Eglise et les chrétiens se sont en grande partie basés pour laisser tomber Somoza.

Q. - Mais croyez-vous que Mgr Vega avait raison quand il laissait entendre qu'en 1986 le Nicaragua était sous le coup d'une tyrannie prolongée?

Tel que je connais Mgr Vega, je considère que son idée était de poser des principes généraux et de laisser chacun libre d'en tirer ses propres conclusions. Nous avons aussi pour devoir de poser des principes.

Q. - Quand l'Eglise a-t-elle le droit ou le devoir de donner son opinion et d'entrer dans des sujets politiques?

Nous avons l'obligation d'annoncer le message du Christ. Ce message n'est pas seulement que le Christ nous apporte le salut, mais aussi qu'il y a des empêchements dans l'annonce de ce message. C'est là qu'intervient la dénonciation prophétique de l'Eglise, qui a été pratiquée et est pratiquée dans divers pays d'Amérique latine. Nous sommes dans une perspective authentiquement pastorale. Il se trouve que celui qui détient le pouvoir, quelle que soit son idéologie mais avec un penchant au totalitarisme, n'accepte pas les critiques. La meilleure façon de faire taire une voix critique c'est de l'accuser d'entrer dans un domaine qui n'est pas de sa compétence. Mais il est pour nous parfaitement clair que quand on viole les droits de l'homme, nous devons lancer un avertissement et dénoncer le fait. Les conséquences en ont été rudes.

Q. - Dans une autre lettre pastorale vous avez dénoncé la loi sur le service militaire (8). Quelle est la base religieuse de cette dénonciation?

C'était en août 1983. A ce moment-là il ne s'agissait pas de la loi, mais d'un projet de loi. Et les projets sont faits pour que tout le monde donne son avis. Nous avons objecté que le service militaire obligerait les jeunes à se soumettre à un conditionnement idéologique du parti au gouvernement, et à s'enrôler dans une armée pour défendre non pas la souveraineté du pays mais l'idéologie d'un parti. Le gouvernement a déclenché l'une des campagnes les plus fortes qu'ait jamais connue l'Eglise (9). En fin octobre des commandos ont attaqué vingt-cinq églises de la capitale, empêchant ainsi la célébration du culte. J'ai moi-même été frappé par des commandos

[7] Cf. DIAL D 1130 [NdT].

[8] Cf. DIAL D 881 [NdT].

[9] Cf. DIAL D 953, en particulier p. 12 [NdT].

quand je rendais visite à l'église San Judas. Ils ne m'ont pas laissé entrer dans l'église ni célébrer la messe. Ils accusaient l'Eglise de s'opposer au service militaire, alors qu'en réalité nous n'étions pas contre le service militaire en soi, mais contre la loi telle qu'elle était présentée. Parmi les malaises les plus lourds ressentis par de larges secteurs sociaux du pays, il y a précisément la manière dont cette loi a été et est mise en pratique.

Q. - Parlons de l'Eglise populaire. Comment voyez-vous ce phénomène?

Ma première critique porte sur l'expression. L'appeler "populaire" suppose qu'elle est formée de nombreuses personnes du peuple ou des gens les plus simples et les plus pauvres de la communauté. Or les deux choses sont fausses. L'Eglise populaire n'est pas populaire car elle n'a pas de soutien massif et elle n'est pas faite des plus pauvres. L'Eglise populaire n'est qu'un groupe de prêtres, de religieux, de religieuses et de laïcs, généralement étrangers, qui viennent au Nicaragua et qui, en pensant rester dans l'Eglise, travaillent en fait à dresser les gens contre la hiérarchie de l'Eglise.

Q. - Pourquoi feraient-ils cela? Pourquoi voudraient-ils dresser les gens contre la hiérarchie?

Parce qu'ils soutiennent les thèses du gouvernement avec lequel ils s'identifient, ils prétendent que la hiérarchie est l'ennemie du gouvernement. Et l'ennemi, conformément à l'idéologie qui est celle du gouvernement, il faut l'abattre. C'est le langage qu'ils utilisent en permanence. Abattre, ce n'est pas seulement tuer quelqu'un physiquement, c'est aussi le discréditer. Et cela l'Eglise populaire l'a beaucoup fait. Elle a organisé des campagnes très dures de discrédit de l'Eglise, en particulier du cardinal Obando.

Q. - Cela veut-il dire que ces prêtres cherchent à diviser l'Eglise pour des raisons politiques?

C'est ce que démontrent les faits. On reconnaît l'arbre à ses fruits.

Q. - Vous-mêmes les évêques, ne prendriez-vous pas aussi des positions politiques?

C'est l'accusation lancée par l'Eglise populaire. L'idée sous-jacente est celle-ci: attaquer l'Eglise en tant qu'Eglise dans la situation actuelle, au Nicaragua dans le cas concret, c'est inconvenant. Mais si j'arrive à montrer que l'Eglise au niveau de sa hiérarchie ne remplit pas une mission religieuse mais une mission politique, alors là je peux l'attaquer. D'où l'intérêt à montrer que l'Eglise s'est mise politiquement d'un côté. Mais ce n'est pas exact. Qui peut savoir si l'Eglise a ou non des orientations politiques? Les évêques. Or nous n'avons pas donné d'orientations politiques au clergé ni non plus à nos fidèles. Nous nous sommes contentés de poser des principes à partir de l'Evangile et à faire des dénonciations quand nous avons jugé nécessaire de le faire.

Q. - L'Eglise populaire ne pose-t-elle pas non plus des principes à partir de l'Evangile?

Si, mais avec une différence. Les responsables pastoraux de l'Eglise, c'est nous, les évêques. Et ici, au Nicaragua, nous sommes très unis. C'est de la gloriole de croire que tout l'épiscopat est compromis avec la CIA ou a renié l'Evangile. Ce sont là des accusations très graves, et qui ont été faites. S'ils estiment être dans l'Eglise catholique - car s'ils ne sont pas catholiques je n'en ai rien à dire - ils devraient tenir compte de l'opinion de tout l'épiscopat, au moins pour le considérer avec respect et ne pas préjuger aussitôt de ses intentions.

Q. - Globalement prise, considérez-vous la théologie de la libération comme quelque chose de significatif pour l'Eglise?

La théologie de la libération telle que nous l'interprétons n'a rien à apporter. Je ne peux accepter une théologie de la libération qui non seulement s'inspire de l'idéologie marxiste-léniniste mais aussi se sert des mêmes méthodes en tout, dans l'analyse comme dans la praxis.

Q. - Pouvez-vous faire un pronostic? Dans les dix années à venir, où en sera l'Eglise au Nicaragua?

C'est mon désir, pas une prophétie de ma part, car franchement je ne vois pas très clair pour l'avenir. L'espoir existe que les problèmes puissent se régler, que les relations Eglise-Etat s'améliorent, comme aussi les rapports entre Nicaraguayens. Mais il est également possible que les haines et les divisions s'approfondissent. Faire un pronostic dans la situation actuelle est très risqué si l'on n'a pas le sentiment que l'Esprit-Saint nous en donne la possibilité. Et pour l'heure, je ne l'ai pas. Mais mon espoir, ma demande à Dieu, c'est que cela puisse s'arranger. Car dans l'Eglise nous ne désirons pas la guerre. Nous nous sommes battus, nous avons tout fait pour que règne ici une paix authentique, fondée sur la justice et l'amour, sur la liberté, sur le respect des droits de l'homme.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)